



« L'été indien terroriste » en France: Biais et lacunes de la couverture politique et médiatique...

Deuxième partie: Décapitation du professeur d'histoire-géographie, Samuel Paty

Par [François Belliot](#)

Mondialisation.ca, 12 novembre 2020

francoisbelliot.fr

Région : [L'Europe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#)

Lire la [Première partie : « L'été indien terroriste » en France](#)

16 octobre 2020 – décapitation de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie⁹

les faits

Le 16 octobre 2020, en fin d'après-midi, à 30 km au nord-ouest de Paris, dans une rue pavillonnaire de Conflans Sainte-Honorine (Yvelines), à 300 mètres du collège du Bois-d'Aulne où il vient de terminer sa journée de travail, Samuel Paty, 47 ans, professeur d'histoire-géographie, est attaqué par un homme qui le poignarde à plusieurs reprises avec un long couteau de boucher puis le décapite à même le trottoir. Le criminel prend en photo la tête décollée et la poste sur le compte tweeter @tchetchene_270, légendée de la façon suivante : « *Au nom d'Allah, le tout miséricordieux, le très miséricordieux (...à Macron, le dirigeant des infidèles, j'ai exécuté un de tes chiens de l'enfer qui a osé rabaisser Muhammad, calme ses semblables avant qu'on ne vous inflige un dur châtement.* »

Aux alentours de 17 heures, une équipe de policiers municipaux découvre le corps mutilé, avec à ses côtés le psychopathe visiblement agité qui prend la fuite. Rattrapé par une patrouille de la brigade anticriminalité (BAC), il est abattu les policiers après leur avoir tiré dessus avec un pistolet airsoft¹⁰ en criant « Allahou Akbar ». Une enquête en flagrance est ouverte par le juge antiterroriste Jean-François Ricard. 10 jour auparavant le 7 octobre, dans le cadre d'un cours d'EMS (Enseignement Moral et Civique) sur la liberté d'expression, Samuel Paty avait montré à ses élèves de quatrième des caricatures de *Charlie Hebdo*, parmi lesquelles la une d'un numéro de septembre 2012 montrant Mahomet nu à quatre pattes, le pénis gouttant, une étoile à la place de l'anus, prêt à être empoigné en levrette, avec la légende : « *Mahomet, une étoile est née !* ». Il avait laissé le choix à ses élèves d'assister ou non au cours, mais des parents ont été scandalisés et ont fait part de leur indignation sur les réseaux sociaux. En particulier, le père d'une jeune fille raconte dans une vidéo qui devient vite virale qu'il a été choqué que le professeur demande aux élèves musulmans de se signaler au cas où ils voudraient quitter la classe, et qu'il montre un dessin représentant Mahomet tout nu les fesses à l'air. Il s'avérera finalement que la collégienne n'a pas assisté au cours et amplifié une rumeur : le professeur s'est en fait

contenté de proposer aux élèves qui le souhaitent de détourner le regard quelques secondes, qu'il soient musulmans ou non. En compagnie d'un autre adulte le parent d'élève s'est rendu le lendemain au collège pour réclamer de la principale le renvoi de l'enseignant. Il a ensuite mis en ligne une vidéo appelant à la mobilisation, en donnant l'adresse du collège où exerce l'enseignant. *« Le même jour, rapporte le JDD », il a porté plainte au commissariat pour diffusion d'images pornographiques », Samuel Paty déposant une contre-plainte dans la foulée. Le 13 octobre, la fille du parent d'élève livre son propre témoignage dans une vidéo également mise en ligne. Les journalistes du Monde jugent pertinent de préciser, comme s'il s'agissait de circonstances aggravantes, le fait que l'homme qui a filmé la fille du père indigné « est un proche du Hamas, mouvement fondamentaliste palestinien, [qui] a créé le collectif Cheikh Yassine, du nom du chef religieux du Hamas tué [assassiné pour être exact, NDA] en 2004 par l'armée israélienne. Il avait été l'un des fers de lance des manifestations contre l'imam de Drancy Hassen Chalghoumi [considéré comme un traître par l'immense majorité des musulmans de France, NDA] qui entretenait de bonnes relations avec la communauté juive. Prompt aux déclarations aux sous-entendus antisémites, pourfendeur de l'islamophobie, il avait encore en 2006 participé au projet de candidature de Dieudonné, qui a fait de l'antisémitisme une marque de fabrique [amalgame et caricature scandaleux, NDA]. »*

L'enquête révèle que le criminel a préalablement rôdé aux abords du collège du bois d'Aulne, et obtenu de deux élèves de 14 et 15 ans, [contre 300 euros en petites coupures](#), l'identification de Samuel Paty. Les deux adolescents délateurs sont mis en examen pour « complicité d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste ». Le parent d'élève Brahim Chnina, auteur de la vidéo, et l'homme qui l'a filmé et Abdelhakim Sefrioui sont mis en examen pour « complicité d'assassinat terroriste ». Trois autres hommes de l'entourage d'Anzorov sont également mis en examen, deux des trois au même chef.

le profil

Abdoullakh Abouzezeidovitch Anzorov, 18 ans, russe d'origine tchéchène résidant avec sa famille à Évreux. Inconnu des services de renseignement et jamais condamné, il avait déjà tout de même été mis en cause pour des dégradations de biens publics et des violences en réunion. Sa famille a bénéficié de l'asile politique en 2011, suite à une décision de la cour nationale du droit d'asile (CNDA), décision après coup très polémique puisque, rappelle Fabien Rives dans un article publié sur le site de RT France le 26 octobre, *« L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ainsi que la Pologne auraient, en amont de la décision finalement prise par la CNDA, rejeté les demandes d'asile d'Abouyezid Anzorov, le père de famille. Mais en 2011, dans le cadre d'une demande à la Cour, Abouyezid Anzorov aurait insisté, expliquant être dans le collimateur des autorités russes, admettant également son implication dans la mouvance séparatiste tchéchène, celle-là même qui a été à l'origine d'une vague d'attentats meurtriers en Russie. «[Abouyezid Anzorov] craint de subir des persécutions pour des motifs politiques en raison de son soutien aux combattants tchéchènes [qu'il a notamment] hébergés et pour lesquels il a également servi de chauffeur à trois reprises», peut-on par exemple lire dans le jugement de la CNDA obtenu par RT France. »* Interrogé par RT France, l'ancien haut-fonctionnaire René Guigue fait justement remarquer : *« On peut légitimement se poser des questions sur la responsabilité politique de l'état, concernant l'usage qu'il a fait du droit d'asile pendant les guerres de Tchétchénie. Comment se fait-il que des dizaines de milliers de Tchétchènes ont été accueillis en France, alors qu'il y avait parmi eux de nombreux individus soupçonnés d'activité terroriste, par la Russie, un pays souverain avec qui nous avons des relations diplomatiques ? »*. Depuis le mois de mars et sa majorité, Abdoullakh était donc un adulte

en situation régulière pour une période de 10 ans. Il avait en vain sollicité à deux reprises une carte professionnelle qui lui aurait permis, quelle ironie ! *de travailler dans la sécurité*, comme son père, et il ne lui restait que quelques heures de conduite avant d'obtenir son permis. Il a été conduit sur le lieu du crime en voiture par un proche qui s'est spontanément présenté au commissariat, affirmant qu'il ne savait rien des intentions de son passager.

Ces deux attentats terroristes, sans oublier le troisième, celui de Nice que nous détaillerons plus loin ont suscité dans les médias une avalanche soudaine et ininterrompue de commentaires, sonnant le tocsin face à la résurgence de la menace terroriste en France, décrétant l'état d'urgence sécuritaire, en plus de l'état d'urgence sanitaire, invoquant la nécessité du salutaire rassemblement autour des valeurs républicaines. Nous allons à présent dérouler une série de remarques et observations qui dans un pays normal et sainement dirigé auraient dû être faites pour éclairer l'opinion publique.

Biais et lacunes de la couverture politique et médiatique

Le tabou de l'immigration et des « migrants »

Comme près de la moitié des criminels passés à l'acte depuis 2015 en se réclamant de l'idéal de Daech, Mahmoud, Anzorov et Issaoui (l'auteur de l'attentat de Nice), en plus d'être d'origine étrangère et non titulaires d'un passeport français, présentent le point commun de ne pas être nés en France : Mahmoud avait 16/23 ans et Anzorov 8 ans à leur arrivée sur le territoire. Quant à Issaoui, il s'y trouvait depuis 1 jour ! Le premier et le troisième sont même des « migrants », pour user de l'euphémisme désormais consacré. Les autorités françaises auraient depuis pu faire le lien entre criminalité daéchienne et immigration – comme elles auraient pu plus largement le faire entre criminalité tout court et immigration –, soudainement frappées d'une illumination elles auraient pu décider d'enfin fermer les vannes de l'immigration de masse, surtout dans une période de crise économique interminable et gravissime, avec déjà des milliers de fichés S pour radicalisation dans ces milieux à surveiller comme le lait sur le feu. Hé bien non, strictement rien n'a été fait pour inverser le mouvement ; comme d'habitude, ceux qui veulent y mettre un coup d'arrêt, voire envisager une « remigration » sont accusés de racisme, d'ennemis du vivre-ensemble, de faire le jeu de l'extrême-droite, de manquer de générosité et d'ouverture vers « l'autre » : alors qu'il est évident comme le nez au milieu de la figure que l'immigration de masse est un facteur indéniable de la multiplication des « radicalisations » salafistes et des passages à l'acte criminel aveugle, pas un seul journaliste ou politique n'a osé le mettre sur le tapis pour expliquer ces trois derniers crimes. Contentons-nous ici de citer Riss, actionnaire principal, éditorialiste et directeur de la publication de *Charlie Hebdo*, dans le n°1475 du 28 octobre 2020 : « *Il faut des actions fortes pour réprimer l'islamisme, mais aussi pour condamner le moindre geste, la moindre parole intolérante et haineuse envers les Français issus de l'immigration. Car la France n'est pas divisée entre les Musulmans et les non musulmans, entre les croyants et les non croyants, entre les français de souche et les français d'origine immigrée.* » Pas d'amalgame ! Pas d'amalgame ! Certes... Mais un peu de lucidité, tout de même, dame ! Il est vrai que Riss et *Charlie Hebdo* sont les chantres inlassables de l'immigration, de l'accueil des migrants, tout en concentrant la majorité de leurs attaques contre l'Islam et les « islamistes », qu'ils ont tendance à mettre sans nuances dans le même sac. Dur de tenir en équilibre sur un fil aussi fin, lâche, et tranchant, quand la plupart des « migrants » sont issus de pays musulmans conservateurs... Nous avons nous-mêmes indiqué dans « [l'activité de Daech en France : synthèse](#) », qu'il était tout simplement *impossible* d'empêcher le passage à l'acte de « loups solitaires malades », dans la situation où la France se trouvait, c'est-à-dire ouverte à une immigration de masse

incontrôlée. C'est inévitable ! Des attentats multi sites sophistiqués et coordonnés comme ceux de janvier et du 13 novembre 2015 sont très difficiles à concevoir et mettre en œuvre en raison de l'impressionnant arsenal anti terroriste dont la République s'est dotée ces dernières années, mais de tels passages à l'acte solitaires, surtout quand les autorités (médias+politiques) jettent massivement de l'huile sur le feu comme à l'occasion du procès des attentats, avec des centaines de milliers d'immigrés de fraîche date dans la nature, sont une fatalité. Et nous rappelons que, aussi horribles soient-ils, ces trois crimes pourraient tout à fait être entrés dans la catégorie « faits divers sanglants » : c'est ainsi que depuis des années, les médias minorent ou étouffent systématiquement toutes les innombrables crimes souvent horribles commis par des racailles issues de l'immigration contre de paisibles Français, lesquels à l'évidence pâttissent d'un malus racial aux yeux des médias, lié à l'origine et à la couleur de la peau : pendant des décennies la censure dans ce cas a été de rigueur.

Le tabou de la pornographie

On chercherait en vain, dans les centaines d'articles publiés en France sur l'assassinat de Samuel Paty, la précision soulignée que c'est pour avoir soumis ses élèves à des images pornographiques, et non pour avoir montré des caricatures de Mahomet, que deux parents d'élèves ont porté plainte au commissariat : des bites, des chattes, des culs, des sodomies, des hommes et des femmes à poil, sans oublier les excréments : tel était et est encore en effet l'un des dadas des dessinateurs de *Charlie Hebdo*. Pourquoi pas ? Pour un public composé de majeurs consentants cela ne pose évidemment pas de problème, comme les sex-shops, les peep-shows, le cinéma pornographique ; maintenant est-il normal, souhaitable, pédagogique, d'exposer des collégiens à de tels contenus, sous prétexte de lutter contre l'obscurantisme et promouvoir la liberté d'expression ? La pornographie a tellement envahi le quotidien, est tellement entrée dans les mœurs, par la publicité, la télévision, le cinéma, les innombrables sites pornographiques en libre accès contre lesquels on n'entend jamais aucun homme politique ni aucun media de masse s'élever, comme si le phénomène était dépourvu d'existence et de nocivité, en particulier auprès des adolescents qui y sont massivement exposés de façon de plus en plus précoce : nous avons tellement été habitués à la pornographie, dans les démocraties occidentales, que nous avons pour certains complètement perdu de vue à quel point cela peut paraître choquant pour dans des pays dont la société est encore fermement adossée aux valeurs traditionnelles comme la pudeur, plus encore quand elle est associée au blasphème. La pornographie a tellement été banalisée et même promue¹¹ qu'on peut considérer qu'elle fait même désormais partie des fameuses « valeurs de la République », aux côtés de la laïcité, de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et du soutien inconditionnel au sionisme et à Israël, l'état le plus raciste du monde... à tel point que ce que l'on retient de la plainte des deux parents d'élèves, c'est la manifestation de l'intolérance blasphème religieux - *non la pornographie*. Comme l'a justement remarqué l'intellectuel Charybde [sur son site internet](#) : « On peut supposer que si l'enseignant s'en était tenu à un exposé oral sur la liberté d'expression, y compris véhément contre la religion en question, le parent de l'élève n'aurait ni porté plainte ni diffusé son appel sur la Toile. En effet, comme dans le cas du journal p-graphico-satirique «CHARLIE», le catalyseur de la tuerie a été l'exploitation d'images p-graphiques. » Loin de prendre conscience de l'incongruité de la diffusion de tels contenus en milieu scolaire, le pouvoir, par l'intermédiaire des présidents de région de France, a sauté sur l'occasion pour annoncer la distribution prochaine à *tous les lycéens français* d'un livre de caricatures politiques et religieuses, dont certaines, naturellement, tirés de numéros de *Charlie Hebdo*.

le tabou de la catastrophe économique

La surmédiatisation depuis des mois de la pandémie de covid 19, sur un mode angoissant, avec son cortège de mesures sans cesse remises à jour, jusqu'à cet invraisemblable couvre-feu pour une durée minimale de quatre semaine dans neuf métropoles à partir de 21 heures annoncé par le président Macron l'avant-veille de la décapitation de Samuel, étendu à 38 nouveaux départements le 24 octobre, agrémentée depuis le 16 octobre de la surmédiatisation de l'assassinat de Samuel Paty et la réactivation de la menace terroriste dans l'esprit collectif, enfin l'annonce du reconfinement général de la population, suivie immédiatement du triple assassinat commis par un migrant tunisien dans la cathédrale de Nice, ont permis à médias et politiques de garder un silence complet sur le désastre économique vers lequel nous allons tout droit, pour cause de gestion calamiteuse depuis des décennies, brutalement aggravée par les mesures anticovid suicidaires prises par les autorités depuis le premier confinement en mars 2020. Dans [une vidéo enregistrée le 16 octobre](#), avant l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine, le président de l'UPR François Asselineau a expliqué :

« Il n'y a pas que la catastrophe annoncée dans de nombreux secteurs économiques, qui sont déjà durement touchés par le premier confinement. Il y a une autre conséquence économique : le 7 octobre 2020, on a appris le même jour, d'une part que les milliardaires, sur la planète en général, mais en France en particulier, ont vu leurs revenus s'accroître prodigieusement leur fortune depuis le début de cette année. Au même moment, c'est notamment le journal le Monde qui nous l'a appris, en citant une dépêche de l'Agence France Presse : les conséquences de la pandémie ont précipité un million de Français dans la pauvreté. Ce basculement dans la pauvreté n'est pas uniquement dû à la pandémie, ça c'est ce que disent les médias, non non non, ce basculement dans l'extrême pauvreté d'un million de français dans l'extrême pauvreté est due à la gestion politique de la pandémie par M. Macron : on ne retrouve pas cette évolution en Suède. Ces conséquences vont évidemment s'aggraver avec les nouvelles mesures annoncées de couvre-feu. Alors lorsque M. Macron, ou la chroniqueuse d'Europe 1 sa belle-fille [Tiphaine Auzières] parlent du fait que l'on ne doit plus être des hommes libres mais solidaires, il se moque vraiment du monde, parce que non seulement on met les Français sous les verrous, non seulement on leur met des muselières toute la journée, mais en plus de ça on renonce à nos libertés, et on accroît de façon phénoménale les divergences sociales, les inégalités sociales. Un tout petit nombre de personnes deviennent immensément riches, et un million de Français ont basculé dans l'extrême pauvreté. Le cinquième point, c'est pourquoi tout ça ? (...) M. Macron et son gouvernement a priori ne sont pas complètement imbéciles. Pourquoi est-ce qu'ils ameulent la population. Vous savez j'ai une devise personnelle, c'est quand il y a quelque chose que je ne comprends pas, c'est qu'il y a quelque chose à comprendre. Je ne crois pas que M. Macron, M. Veran et autres, prennent ces décisions pour le plus grand bien des Français. Je pense qu'il y a deux raisons principales. La première, c'est qu'ils anticipent éventuellement des poursuites judiciaires. On voit d'ailleurs que des poursuites ont été mises en œuvre avec des perquisitions il y a quelques jours chez M. Édouard Philippe, chez Mme Sibeth N'Diaye, chez Mme Agnès Buzyn, donc je pense que c'est cette peur de procès qui leur a dit « on va essayer de s'agiter ». C'est une possibilité... mais il y a une autre possibilité, qui n'est d'ailleurs pas exclusive de la précédente. Je voudrais ici vous parler du sujet dont on parle le moins, alors qu'il est peut-être celui où se trouve la clé du mystère. Il s'agit de l'évolution de la dette publique, du fait des mesures prises par le gouvernement. La dette publique en France est passée de 2380 milliards d'euros au 31 décembre 2019, c'est à dire 98,1 % de notre PIB, de ce que produit la France en une année, nous sommes passés à 2638 milliards d'euros, c'est-à-dire 114,1 % de PIB au 30 juin 2021. Cela représente une augmentation

de la dette de près de 1,5 milliard d'euros par jour. Cette augmentation phénoménale correspond à une augmentation par jour et par habitant de 22 euros cinquante, y compris les bébés. Et pourquoi tout cela ? Cela découle, pour une très large partie des mesures gouvernementales. A ce rythme nous atteindrons sans doute les 116/117 % du PIB à la fin de l'année. M. Lemaire, le ministre des finances, vient de chiffrer à un milliard d'euros supplémentaire le coût du couvre-feu, il est vraisemblable que ce coût sera très supérieur. Un expert des finances publiques M. François Ecalle, magistrat de la cour des comptes a récemment imaginé plusieurs scénarios de croissance et de dépense publique jusqu'en 2030, ça a donné [un article dans le magazine Le Point](#), et on nous apprend que dans le meilleur des cas, celui d'une gestion exceptionnellement rigoureuse comme on est peu capable de le faire, l'endettement de la France pourrait retomber à 106 % du PIB en 2030. C'est-à-dire que dans dix ans il serait encore huit points plus élevé qu'au 31 décembre de l'année dernière. Et dans le pire des cas notre endettement pourrait exploser jusqu'à 173 % du PIB en 2030. Alors qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que nos dirigeants nous forcent à prendre des décisions aux conséquences totalement délirantes par rapport au danger. Ça veut dire qu'en 2025 ou 2028, M. Macron ou son successeur, si c'est un successeur dans la veine de M. Macron, si c'est un européiste, pro euro, pro OTAN, M. Macron ou son successeur nous expliquera que la dette publique est beaucoup trop élevée et qu'il faut faire des sacrifices. Ils expliqueront que tout cela est de la faute des fonctionnaires, qui ne travaillent pas, de la faute des services publics qui ne fonctionnent pas, qui ne sont pas rentables, que tout ceci est de la faute des gilets jaunes, de la faute du covid, et donc ils nous expliqueront que cet endettement qu'ils ont créé eux-mêmes, qu'ils nous obligent à faire comme la Grèce, parce que 173 % du PIB c'est le ratio de la Grèce avant les réformes, et ils nous expliqueront donc qu'il faut démanteler EDF, ils nous expliqueront qu'il faut achever de privatiser la SNCF, la Poste, qu'il faut privatiser des pans entiers de notre système de sécurité sociale, et peut-être même la sécurité sociale en entier, et puis ils procéderont comme en Grèce au pillage de notre patrimoine national. Je rappelle que la Grèce a dû vendre des îles (...) Ce n'est pas faire preuve de pessimisme ou d'un excès de réalisme d'imaginer que dans quelques années on nous expliquera que puisque l'on a 160 % de dette publique et bien... il faut vendre des bijoux du patrimoine national. Vous verrez ! Vous risquez de le voir ! (...) En réalité, et c'est peut-être là le point le plus vicieux de toute cette affaire, c'est que la politique menée par M. Macron, n'a pour conséquence fatale que de faire augmenter notre dette publique, dans un contexte de surabondance des liquidités, où des grands investisseurs internationaux ne savent plus quoi faire de leur argent, sachant que la planche à billets américaine a créé des dizaines, des centaines, des milliers de milliards de dollars factices. Et bien ces grands investisseurs prêtent volontiers cet argent à la France et dans 5 ans, dans 7 ans nous demanderont l'addition, et pourront nous dépouiller si besoin est. Je résume : la gestion de la covid 19 par M. Macron, sur la base d'informations parcellaires et contredit par une majorité de médecins, une majorité d'états du monde, et contredite par l'OMS, cette gestion par M. Macron a pour conséquence fatale que la France qui était déjà très endettée va atteindre le niveau d'hyper endettement de la Grèce, d'ici trois ou quatre ans, et si la France atteint le niveau d'hyper endettement de la Grèce dans trois ou quatre ans, on nous appliquera le traitement de la Grèce, c'est-à-dire le bradement de tout notre patrimoine, la division de nos retraites par deux ou trois, la privatisation de tous les services publics. En conclusion, nous allons à la fois vers une dictature sournoise qui est en train de faire main basse sur nos libertés publiques et sur tous les médias, qui est en train d'interdire de facto toutes les oppositions de se faire connaître, mais nous allons également vers une France dont les dirigeants sont en train de brader notre patrimoine restant. M. Macron est en train de procéder à la gestion extinctive de la France, c'est-à-dire qu'il est en train de procéder à son démantèlement, M. Macron est en train de laisser filer tout notre patrimoine industriel, et M. Macron est en fait là pour procéder à l'enterrement de notre pays et à son démantèlement. Et face à ce désastre d'une ampleur millénaire

et je n'exagère pas, je suis solennel, où sont les opposants ? »

L'actualité sur médiatisée de la « deuxième vague » de l'épidémie de Covid 19, redoublée par la réactivation en trois temps du péril du terrorisme islamiste, est un moyen formidable de placer sous l'éteignoir tout questionnement sur les questions économiques et sociales, les dizaines de milliers de faillites de petits commerces, petites et moyennes entreprises, inéluctables ou déjà survenues. En pesant de tout son poids sur ces deux leviers radicaux que sont la peur du terrorisme et la peur du Covid, autrement dit *la peur de la mort*, le pouvoir profond a usé de l'artifice psychologique le plus puissant pour affermir sa prise sur les âmes de ceux qui demeuraient encore sous l'emprise de ses sortilèges. La terreur, c'est connu depuis des lustres par les ingénieurs sociaux et les propagandistes, est le moyen le plus sûr de court-circuiter les fonctions supérieures du cerveau, et donc de manipuler l'opinion avec autant de facilité que le chat qui conserve en vie la souris afin de s'amuser avec elle jusqu'au moment où il décide de lui porter le coup de grâce. La décision délirante de reconfinement annoncée le 26 octobre rend encore plus pertinente l'analyse de François Asselineau quand il utilise l'expression de « gestion extinctive ». Pour paraphraser feu le président Chirac au IV^{ème} sommet de la Terre en 2002 à Johannesburg : « Notre économie brûle, *et nous regardons ailleurs*. » Médias et politiques nous forcent à regarder ailleurs.

L'ami d'Idlib

On apprend quelques jours plus tard qu'Anzorov a eu le temps, entre la décapitation de Samuel Paty et son occision par la BAC, non seulement de rendre public son forfait sur Twitter dans un français parfait, mais d'envoyer une photo de son courageux exploit à un ami russophone, vraisemblablement tchéchène, ayant lui choisi comme terre d'épanouissement personnel la Syrie, en l'occurrence la province d'Idlib, que le journal *le Monde* ose encore qualifier de « *dernier bastion jihadiste et rebelle* ». Et oui ! il faut toujours que les terroristes du Levant continuent d'être toujours un peu « rebelles », toujours un peu « modérés », sinon cela impliquerait de reconnaître que depuis 9 ans ce que l'on a soutenu envers et contre tout, ce sont des « jihadistes » et des « terroristes ». Le combattant ferait partie du groupe Ahrar el Cham, c'est-à-dire l'une des brigades takfiries les plus actives dans la déstabilisation de la Syrie depuis le début de la guerre en mars 2011. Cette brigade est essentiellement soutenue par la Turquie d'Erdogan. Nul ne songe à rappeler que de fait la France a longtemps été l'alliée d'Ahrar el Cham comme elle a longtemps été l'alliée de Jabhat el-Nosra, lesquels à l'époque faisaient encore du « bon boulot » en Syrie, dicit le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius en 2012, contre les troupes loyalistes de l'armée syrienne. Cette communication téléphonique permet utilement de rappeler combien c'était jouer avec le feu de la part des apprenti-sorciers au pouvoir en France que de prendre parti, *indéfectiblement et dès le début des événements*, pour ces organisations terroristes d'inspiration salafiste au lieu de soutenir la Syrie laïque et multiconfessionnelle contre l'invasion tous azimuts à laquelle elle faisait face. La province d'Idlib serait encore sous contrôle des autorités syriennes, et il n'y aurait pas d'organisation terroriste susceptible de fournir une terre d'accueil à tous les aspirants jihadistes bas de plafond envoûtés par la propagande d'Al Qaida et de Daech, à qui envoyer la preuve photographique que l'on peut faire aussi bien de son côté.

Tout est bon dans le terrorisme ! Haro sur Jean-Luc Mélenchon

Le dicton populaire « Tout est bon dans le cochon », pourrait être opportunément être modernisé en : « Tout est bon dans le terrorisme ». Tant qu'à fuir ses responsabilités, autant

rejeter la faute sur un bouc émissaire commode, surtout si l'inversion accusatoire permet de remplir des objectifs politiques supérieurs. C'est ainsi que dans la majorité présidentielle, on a vu nombre de figures de premier plan s'en prendre violemment à La France Insoumise (LFI) et à son président Jean-Luc Mélenchon, en le désignant clairement comme un complice de l'assassinat de Samuel Paty. Ce qui a mis le feu aux poudres ? Les appels au rassemblement le lendemain du meurtre, le 17 octobre, par des représentants de LFI, alors que LFI avait participé le 10 novembre 2019 à la marche contre l'islamophobie, aux côtés de membres des Frères musulmans.

Le ministre de l'Éducation Nationale Jean-Michel Blanquer, dans les colonnes du *Journal du dimanche* du 25 octobre 2020 : « C'est un paradoxe énorme de voir l'extrême-gauche française, pour la première fois, tourner le dos aux idéaux de la Révolution française au bénéfice d'une vision du monde plus proche des États-Unis et au service de l'obscurantisme le plus sombre. M. Mélenchon veut être dans l'histoire. Mais c'est pour cette trahison qu'il y figurera. »

[L'ancien Premier ministre Manuel Valls](#), littéralement ressuscité¹² depuis l'agression au hachoir devant les anciens locaux Charlie Hebdo fin septembre : « Jean-Luc Mélenchon a une très grande complicité, une très grande responsabilité dans tout ce qui s'est passé¹³, dans le rapport de la gauche avec cette lutte contre l'islamisme. Il m'a traité de nazi un jour, dans un couloir. Il a sa part de responsabilité dans cette lâcheté qu'a eu une part de la gauche. Vous savez, après ce drame effrayant, cette décapitation de cet enseignant, ce qu'il faut c'est agir. Les querelles politiques, c'est intéressant, mais cela a ses limites. Moi dès que mon pays est attaqué, je suis là. Je suis là parce qu'en plus sur la montée de l'antisémitisme, de l'islamisme, de l'Islam politique, parce que j'ai dit les choses, parce que c'est mon engagement, parce que j'ai été aux côtés de Charlie Hebdo dès le premier jour, je considère que j'ai ma part de responsabilité dans cet engagement, et donc je serai toujours là pour lutter contre cet ennemi et défendre la République. »

[Le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal](#) : « Jean-Luc Mélenchon a eu mardi à l'Assemblée des propos très républicains, mais son parti manifestait il y a encore quelques mois avec des collectifs qui représentent l'Islam politique. Il a par ailleurs tenu ce week-end des propos au mieux maladroits, au pire terriblement cyniques, en pointant du doigt la communauté tchétchène, sans doute pour éviter d'avoir à nommer le vrai problème, à savoir l'islam politique. Ces propos, qui ont divisé au sein même de sa famille politique, m'ont choqué. On ne répond pas à une fatwa par une autre fatwa. Que Jean-Luc Mélenchon corrige le tir. Ce serait une bonne manière d'engager un tournant à La France insoumise qui s'est trop illustrée comme le parti de la complaisance, de la laïcité honteuse et des valeurs républicaines à géométrie variable. »

l'ancien ministre de l'Intérieur et Premier ministre Bernard Cazeneuve¹⁴ : « La République s'affaisse. Elle s'affaisse parce que certains sur ses principes ont la main qui tremble. Dans la classe politique, dans un certain nombre d'organisations de la classe politique, on voit un certain nombre d'élus s'arranger avec les salafistes dans les quartiers, dans un clientélisme assumé, pour gagner les élections et les gagner de nouveau une fois qu'on est installé à la tête des municipalités. On voit sur la question de la laïcité toute une série d'acteurs tenir des discours ambigus. (...) On instille dans la République les ferments de la dislocation. »

Il y a évidemment des visées électoralistes lorsque Jean-Luc Mélenchon et LFI s'associent à une marche contre l'Islamophobie, mais il y en a tout autant pour d'autres à faire

systématiquement l'amalgame entre Islam et Islamisme : les adversaires de Jean-Luc Mélenchon se livrent à un jeu encore plus dangereux quand ils prennent le cas d'Anzorov pour l'isoler et en faire un cas représentatif des Musulmans de France. Et dans ce cas particulier, nous avons vu que la responsabilité, comme pour le jeune Pakistanais âgé de 16/23 ans, reposait sur les services administratifs qui accordent l'asile, l'accueil, voire la nationalité française, en masse et de façon inconsidérée à n'importe qui. Le Tchétchène Anzorov est arrivé en France à l'âge de 10 ans, en compagnie de toute sa famille d'opposants à Vladimir Poutine, dont on sait qu'elle a trempé dans la lutte armée et sans doute dans le terrorisme mais puisqu'elle est opposante à Poutine, c'est-à-dire, n'est-ce pas, l'une des cinq figures du démon dans les médias depuis près de 20 ans, elle a bénéficié de la sympathie et de la compréhensive bienveillance des juges au moment de lui accorder l'asile politique.

Comble de l'hypocrisie, si des hommes politiques doivent être accusés de complaisance envers la mouvance salafiste, Daech, les groupes islamistes en Syrie qui servent de modèles à toute une batterie de tarés inassimilables, ce sont bien des gens comme Manuel Valls, Bernard Cazeneuve, Laurent Fabius, François Hollande, Emmanuel Macron, qui sont depuis 10 ans les alliés indéfectibles des monarchies salafistes de l'Arabie Saoudite et du Qatar, leur vendant pour des milliards de dollars d'armes de toutes sortes, dont certaines finissent entre les mains des groupes jihadistes que ces pays sponsorisent au Levant en Irak et contre la Syrie de Bachar el-Assad, et entre les mains de l'armée saoudienne dans la meurtrière guerre oubliée contre le Yémen. Dans ces cas la collaboration ne se fait pas ponctuellement dans le cadre d'une manifestation pacifique, mais continûment dans le cadre de guerres engageant le pays tout entier, sans jamais nous consulter sur le bien-fondé de cette alliance. Ces monarchies arabes ont par ailleurs toute latitude pour financer en France des mosquées et des imams qui répandent libres comme l'air l'idéologie wahhabite/salafiste/takfirie mortifère qui est chez elles la religion d'État.

Les attaques contre Jean-Luc Mélenchon sont d'autant plus injustes – et ce n'est pas, loin de là, un partisan LFI qui s'indigne –, que M. Mélenchon a été *l'un des seuls* hommes politiques français de premier plan à défendre, sur son blog, en public, et devant les caméras, une vision beaucoup plus lucide des fameux printemps arabes, disant certes amen à l'invasion de la Libye, mais dénonçant inlassablement par la suite la campagne de déstabilisation tous azimuts contre la Syrie : minimisant à juste titre la responsabilité du « régime » dans le déclenchement des troubles, rappelant que le front al Nosra était une filiale d'Al Qaida, favorable en 2015 à l'intervention militaire russe, défendant l'éventualité que les « rebelles » puissent être coupables de l'attaque chimique de Khan Chaykhoun en avril 2017. En 2016, cible de critiques extrêmement vives et répétées, il avait lâché : « *Une propagande mortelle interdit tout débat [sur le sujet], toute critique, tout point de vue non aligné. Pire, quiconque refuse de s'aligner est assigné à résidence politique chez l'adversaire. J'en sais quelque chose depuis des mois.* »

Ce n'est évidemment pas un hasard que Jean-Luc Mélenchon soit l'une des rares personnalités politiques de premier plan à être très régulièrement la cible du site de chiens de garde [Conspiracy Watch](#), financée par la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (FMS), dirigée par l'inquisiteur Rudy Reichstadt, et œuvrant pour les intérêts néoconservateurs et pro-israéliens (pléonasme) en France : quoique parfaitement aligné, en bon et pieux franc-maçon, sur la plupart des « valeurs de la République », par certains points de vue il s'écarte trop du droit chemin, ce qui fait de lui, à l'instar d'un certain François Fillon, un élément à éliminer du paysage politique ou à tenir aussi loin que possible des portes du pouvoir réel.

Rien de tel qu'une bonne décapitation de professeur par un fou d'Allah pour crier haro. Une occasion pareille ne se présente pas tous les jours. Tout est bon dans le terrorisme.

De manière plus générale, il faut se tuer à le répéter : quand médias et politiques nous demandent, en donnant l'exemple les yeux confits de jus d'oignon, de verser des torrents de larmes et en nous indignant pour la mort d'untel ou d'une telle, au fondement il ne s'agit jamais, JAMAIS de compassion authentique. Les exhibitions de cadavres et de tas de cadavres sont toujours des opérations de manipulation des masses, rien d'autres que de froids boutons sur un tableau de commandes. Le cas récent du recyclage des morts de la guerre de Syrie l'a amplement et définitivement montré, si besoin était, et nous renvoyons au [second volume](#) de notre ouvrage sur la guerre en Syrie qui ne traite que de ça¹⁵.

Une semaine plus tard, Jean-Luc Mélenchon devait annoncer sa candidature à l'élection présidentielle. Pour ses adversaires qui redoutent qu'un trublion vienne troubler un jeu de rôle d'élection en élection toujours plus prévisible, ce haro sur le meluche tombe à point nommé. Abel Monstre écrit dans *le Monde* du 28 octobre : « Une chose est sûre : il y a urgence pour LFI à sortir de cette polémique. M. Mélenchon doit déclarer sa troisième candidature à l'élection présidentielle dans les prochains jours. Or, il semble impossible de se lancer dans un tel climat politique. Les « insoumis » doivent s'atteler à réexpliquer leur conception de la république et de la laïcité. »

Les amis d'AQPA sont nos amis

On a vu que le nom d'Al Qaida dans la Péninsule Arabique avait ressurgi du passé, comme un clin d'œil, le 11 septembre 2020, 19 ans jour pour jour après les attentats qui nous ont fait changer d'ère, pour avertir la France qu'attention ! elle la tenait à l'œil ! elle allait lui mettre une correction si elle continuait à mal se tenir ! Dans sa lettre de menaces de 5 pages, l'organisation salafiste exhortait notamment « *les musulmans de France, d'Europe et de l'extérieur (...), les moujahidines de tous les fronts et nos héroïques lions solitaires à les [les Français] poignarder à leur retour* »/ « *Vous avez diffusé une première fois vos dessins en pensant être à l'abri de toute attaque (...). Nous rappelons à la France et à son journal que, depuis l'attaque de nos deux héros [les frères Kouachi], plus de 251 Français sont morts lors d'opérations djihadistes et des centaines ont été blessés sur son sol. Qui vous assure que vous ne ferez pas partie des prochaines centaines ?* ». Pour rappel, c'est l'AQPA qui avait désigné comme cible le rédacteur en chef de Charlie Hebdo Stéphane Charbonnier (Charb) en mars 2013 dans son magazine Inspire avec 11 autres personnalités, et qui ensuite avait revendiqué le massacre du 7 janvier 2015. L'AQPA qui n'est pas une organisation si redoutable que cela, pour ce qui concerne les actions extérieures, puisque depuis 5 ans, elle n'a pas mené ni revendiqué la moindre opération en Europe, la seule autre mémorable étant la piteuse tentative d'attentat au slip piégé du jeune Nigérian Umar Farouk Mutallab à Noël 2009 sur le vol Amsterdam-Détroit, vol sur lequel il était parvenu à embarquer, excusez du peu, sans avoir à présenter de passeport ! Enfin soit... admettons que les nouvelles menaces de l'AQPA doivent être prises au sérieux, à tout le moins que son message puisse être entendu par l'un des cas sociaux, débiles mentaux, décérébrés, toxicomanes, délinquants multirécidivistes « repentis » qui forment la cohorte d'aliénés au front bas s'attaquant à des gens au hasard dans les rues européennes en hurlant « Allah ouakbar ».

Pourquoi diable les médias ne précisent-ils pas que la France, de facto, est l'alliée de l'AQPA sur le terrain au Yémen, dans la guerre menée par l'Arabie saoudite contre son petit voisin

du sud, comme elle est l'alliée du front al Nosra et Ahrar el Cham en Syrie dans la guerre menée contre la Syrie ? Pourquoi ne pas saisir l'occasion pour expliquer au Français que si la « France » prétend combattre al Qaida et la « menace islamiste » sur son propre sol, elle est son alliée, non seulement en Syrie, mais encore au Yémen ?!

Pour que tout cela soit compréhensible il faut revenir un peu sur l'histoire récente de la péninsule arabique :

le 25 mars 2015, l'Arabie saoudite, à la tête d'une coalition de pays sunnites, comprenant l'Égypte, le Maroc, le Soudan, les Émirats arabes Unis, le Qatar, le Koweït et la Jordanie, lance l'opération « Tempête décisive » au Yémen contre les rebelles Houthis chiites qui ont pris le pouvoir dans l'ouest du pays, après avoir pris la capitale Sanaa et fait un coup d'état le 6 février 2015. Cette guerre s'inscrit dans le cadre plus large de la lutte d'influence entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, qui soutient les Houthis.



Carte de la situation militaire au Yémen en février 2019. Les zones vertes sont tenues par les Houthis, les zones roses par les troupes loyalistes du président Hadi soutenues par la coalition emmenée par l'Arabie saoudite, les zones blanches par AQPA.

A l'heure où j'écris ces lignes, fin octobre 2020, cette guerre n'a toujours pas trouvé d'issue. Les territoires yéménites tenus par les Houthis ont été visés par des bombardements aériens massifs et soumis à un blocus qui a provoqué une crise humanitaire gravissime, à tel point qu'en novembre 2017, Mark Lowcock, le chef des opérations humanitaires de l'ONU averti : « *Le Yémen risque la pire famine depuis des décennies, il faut agir* ». Cette situation catastrophique n'a entraîné aucune réaction de la « communauté internationale » en général et de la France en particulier : si médias et politiques depuis bientôt 9 ans recourent à tous les mensonges les plus ignobles pour dénoncer et faire consentir au renversement le « régime syrien » qui mènerait une guerre contre son propre peuple, ils gardent un silence absolu sur le martyre du peuple yéménite massacré par une dictature obscurantiste à laquelle nous livrons des armes par milliards. Ce qui certes s'explique sans peine, quand on a bien conscience que le régime français est dans ces deux situations l'alliée de l'Arabie saoudite, le principal sponsor, avons nous dit, du salafisme, autrement dit de l'islamisme radical et terroriste, dans le monde.

Venons-en à l'AQPA... L'AQPA a été créée en 2009, par le regroupement des combattants yéménites et saoudiens affiliés à al Qaida, officiellement opposants à la monarchie saoudienne. Profitant de la guerre civile yéménite opposant le pouvoir détenu par le président Ali Abdallah Saleh depuis 32 ans à ses opposants, parmi lesquels les Houthis chiites sont les plus déterminés et les mieux organisés. Comptant également dans ses rangs des fidèles du président Saleh, l'AQPA profite du chaos pour s'étendre dans l'est du pays, jusqu'à contrôler la vaste province de l'Hadramaout à l'est du pays, produisant 1/3 du pétrole du pays, avec le port en eau profonde d'Al Mukalla, d'avril 2015 à avril 2016.

Or, dès le début de l'opération Tempête décisive, l'Arabie saoudite et ses alliés, d'une part ménagent l'AQPA dans les zones stratégiques que l'organisation contrôle, notamment en ne procédant pas à des bombardements, d'autre part se mettent à recruter leurs combattants pour leur servir d'auxiliaires dans la guerre contre les Houthis yéménites. Par ricochet, de même que la France est devenue l'alliée d'Al Qaida en Syrie pour renverser Bachar el Assad, elle devenue de fait l'alliée d'Al Qaida au Yémen, puisqu'elle livre de gigantesques quantités d'armes à l'Arabie saoudite, et la soutient de fait dans cette guerre ! Encore plus

symbolique, si l'on regarde la chronologie, la France est devenue l'alliée de l'AQPA deux mois après le massacre de Charlie Hebdo, et l'est encore à ce jour, cinq ans plus tard. Les médias, en brandissant l'épouvantail de l'AQPA le 11 septembre 2020, et plus généralement, en l'évoquant à l'occasion du procès de Charlie Hebdo, poussent des hurlements terrifiants sans dire un mot de cette coupable schizophrénie des autorités françaises. Clôturons ce point en citant notre confrère Maxime Chaix, auteur début octobre d'[un des rares articles](#) pointant cette dissonance : « *ce soutien d'AQPA offert par l'Arabie et les Émirats n'a jamais convaincu les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France de geler leurs lucratives exportations d'armes vers ces pétromonarchies, ni de stopper leur soutien militaire en faveur de ces opérations. En clair, l'on ne peut être Charlie tout en étant pétromonarchiste, et il est regrettable que nos confrères les plus prompts à fustiger les musulmans sans les distinguer des djihadistes observent un silence religieux face à cette inquiétante schizophrénie occidentale.* »

La canonisation de Saint Samuel

En République « française », comme dans les contes pour enfants et les blockbusters hollywoodiens, il y a pas de demi mesure. Soit on est très très méchant et on est dénoncé comme l'incarnation du mal, soit on est très très gentil et on est présenté comme l'incarnation du bien. Que l'on soit mort ou vif, il est impossible d'y échapper. C'est ainsi qu'en même temps qu'une chasse aux sorcières était déclenchée contre LFI et Jean-Luc Mélenchon, aucun fidèle n'oubliant de lancer sa pierre dans la figure diabolique désignée à la lapidation, le président Macron revêtait solennellement sa tunique de grand prêtre pour mener tambour battant la cérémonie de canonisation du malheureux professeur, au milieu d'une pluie d'hommages.

Qu'on s'entende, il ne s'agit pas pour nous de contester l'horreur du crime, encore moins de nous réjouir (!) de cet horrible assassinat, mais nous savons d'expérience que pour ce régime les morts ne sont rien d'autre que du carburant à la mise en branle des émotions collectives : il s'agit toujours d'inciter le troupeau hypnotisé à se diriger *de lui-même* dans la direction voulue, qu'il s'agisse de la pâture, de l'écurie, ou de l'abattoir : qu'on se souvienne, encore, de la mise en scène du corps sans vie du petit Aylan sur une plage en septembre 2015, recyclé sans vergogne pour faire accepter à l'opinion occidentale naïve l'afflux sur le sol européen (et pas ailleurs!) des millions de « migrants ». D'une certaine façon, c'est grâce à ce genre de manipulation du plus haut cynisme que les Anzorov et autres Issaoui et Hassan peuvent être accueillis en masse à bras ouverts.



La photo du cadavre d'Aylan Kurdi « échoué » sur une plage a fait le tour du monde. A l'évidence ce cadavre a été disposé pour le rendre photogénique et susciter un élan de compassion maximal, afin de fabriquer le consentement des peuples d'Europe, et seulement eux, à l'accueil de millions de « migrants » sur leur sol.

Voici maintenant une liste non exhaustive des œuvres pies et cérémonies organisées pour assurer la transmigration de l'âme de Saint Samuel à travers le corps étoilé de la grande Nout républicaine. Le 21 octobre, une cérémonie solennelle est organisée à 19h30 en son honneur dans la cour intérieure de l'université de la Sorbonne. Le président Macron y a officié en tenue de grand prêtre et a eu notamment ces mots numineux dans sa fleuve élégie : « *Celui qui montre la grandeur de la pensée, enseigne le respect, donne à voir ce que c'est que la civilisation. Celui qui s'est donné pour tâche de faire des Républicains.* » [remplacer Républicains par Chrétiens et on confondrait Samuel Paty avec un père

missionnaire]. « Pourquoi a-t-il été tué ? Parce que les Islamistes volent notre futur et qu'ils savent qu'avec des héros tranquilles tels que lui, ils ne l'auront jamais. Eux séparent les fidèles des mécréants [on pourrait dire la même chose de la « République »]. Samuel Paty ne connaissait que des citoyens. Eux se repaissent de l'ignorance. Lui croyait dans le savoir. Eux cultivent la haine de l'autre. Lui voulait sans cesse en voir le visage, découvrir les richesses de l'altérité. » Samuel Paty « est devenu vendredi le visage de la République, de notre volonté de briser les terroristes, de réduire les islamistes, de vivre comme une communauté de citoyens libres dans notre pays.(...) Nous continuerons, oui, ce combat pour la liberté [quelques jours plus tard il annonçait, en suivant l'avis d'un Conseil Scientifique mouillé jusqu'au cou dans les conflits d'intérêt, le reconfinement général de toute la population !] et pour la raison dont vous êtes désormais le visage, parce que nous vous le devons, parce que nous nous le devons, parce qu'en France, professeur, les Lumières ne s'éteignent jamais. » La légion d'honneur lui a ensuite été remise à titre posthume à huis clos ; il a également reçu le titre de « commandeur des palmes académiques », une distinction spéciale réservée au monde de l'enseignement. A cette cérémonie ont assisté 400 personnes parmi lesquelles les principales figures du clergé républicain président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand et du Sénat Gérard Larcher, les anciens Premiers ministres Édouard Philippe, Manuel Valls et Alain Juppé, la maire de Paris Anne Hidalgo, Marine Le Pen (RN), Jean-Luc Mélenchon (FI), Olivier Faure (PS) ou encore Benoît Hamon, Vincent Peillon. Le lendemain, un hommage régional a été organisé à Saint-Dié, au cimetière de la Côte-Calot, à côté de la tombe de Jules Ferry, Saint-patron de l'école laïque obligatoire et [chantre](#) du « *devoir des races supérieures de civiliser les races inférieures* », en présence de la préfète de région Josiane Chevalier, le recteur de la région académique Jean-Marc Huart ou le président de la région Jean Rottner.



Image extraite de la retransmission en direct par France 2 de la cérémonie d'hommage à Samuel Paty dans la Cou d'honneur de la Sorbonne. Au centre, devant le cercueil qui est masqué, le président Macron

Le lundi 2 novembre, enfin, de la rentrée scolaire, au retour, quel symbole (!), des vacances de la *Toussaint* un hommage solennel a été rendu en plusieurs temps au martyr dans toutes les classes du pays : une minute de silence, ce qui peut se comprendre, mais, ce qui est beaucoup plus discutable, [une séance pédagogique très encadrée](#) et infantilisante pour les professeurs, avec la lecture de la « lettre aux instituteurs de Jean Jaurès », qui a été retouchée pour l'occasion. Comme le fait remarquer Grégoire Souchay dans [Libération](#), peu soupçonnable d'arrière-pensées hérétiques : « De nombreux enseignants ont eu la surprise de découvrir qu'il leur avait été envoyé une version fortement raccourcie. »/ « il manque trois paragraphes »/ la « fierté alliée à la tendresse », mentionnée par Jean Jaurès pour expliquer la « grandeur » de l'enseignant, s'est transformée en « fermeté alliée à la tendresse » »/ « Manque encore le paragraphe où Jaurès défend l'autonomie de l'enseignant et critique vertement le recours excessif aux évaluations. ». Il est vrai que Jaurès écrivait dans sa lettre : « J'en veux mortellement à ce certificat d'études primaires qui exagère encore ce vice secret des programmes. Quel système déplorable nous avons en France avec ces examens à tous les degrés qui suppriment l'initiative du maître et aussi la bonne foi de l'enseignement en sacrifiant la réalité à l'apparence ! Mon inspection serait bientôt faite dans une école. Je ferais lire les écoliers, et c'est là-dessus seulement que je jugerais le maître. » Et dire que la lourde et infantilisante brochure pédagogique concoctée pour l'occasion recommande de mettre en garde les élèves contre les fausses informations et les théories du complot...

De nouveau, Charlie Hebdo est devenu, à la suite de la décapitation de Samuel Paty, le symbole de la liberté d'expression. Les hommes politiques, dans leurs tweets et déclarations publiques, ont multiplié les fades et vibrants panégyriques de l'hebdomadaire pornosatyrrique, rivalisant de figures dans une grotesque danse de Saint-Guy autour du totem républicain. Les unes de Charlie représentant Mahomet se lamentant « c'est dur d'être aimé par des cons » ont été projetées en grand sur les façades des hôtels de ville de Toulouse et Montpellier.

Les présidents de 13 régions de France ont pris l'initiative de diffuser dans les établissements scolaires un livre de caricatures politiques et religieuses. Comportant des caricatures de Charlie Hebdo et d'autres qui seront choisies par un collège d'historien de confession républicaine, ils seront distribués à tous les lycéens et lycéennes de France. Le président de l'association des maires de France, François Baroin, a salué dans cette initiative de diffuser à grande échelle auprès de tous les lycées de France « l'une des expressions de la liberté ». On aurait envie de dire, comme François Bayrou en 2006, au demeurant parfaitement aligné dans le rang dans le contexte actuel : « *Si nous pensons tous la même chose, c'est que nous ne pensons plus rien.* »

Le tabou de la liberté d'expression de pacotille

Toutes ces bonnes consciences républicaines, dans le même temps, n'ont pas eu un mot de protestation contre la censure et la persécution dont sont de plus en plus victimes tout un ensemble d'écrivains, intellectuels, hommes politiques, blogs, sites internet. Il n'y a certes que les associations juives et « antiracistes », organes d'inquisition dont toute l'existence consiste, a-t-on l'impression, à dénoncer et intenter procès sur procès à tous les penseurs dissidents d'un certain relief pour les ruiner et s'en féliciter bruyamment – le verdict étant presque toujours couru d'avance -, mais tout le reste du spectre médiatique garde un silence à peu près complet sur ces persécutions, ce qui au fond ne peut s'interpréter que comme un sentiment de honte inavouable, car nul ne mord la main qui le bat et le nourrit. Petit passage en revue de quelques cas de censure en République ces dernières années. On remarquera que tout tourne, comme dans un système stellaire avec ses planètes et leurs satellites, autour d'un unique centre de gravité : le judaïsme, le sionisme, Israël, les associations de la communauté juive organisée, l'ambiguïté de nombre d'intellectuels et hommes politiques juifs, la révisionnisme de certains aspects de la seconde guerre mondiale. Les quelques cas que nous allons énumérer ne concernent que la France, mais il faut savoir que le même type de censure insidieuse ou brutale est à l'œuvre, à l'identique, dans toutes les autres « démocraties occidentales » (USA, Canada, Royaume-Uni, Italie, Allemagne, Espagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Suisse, etc.). Il est éclairant à ce propos de faire remarquer que, par contraste, tous les pays qui échappent à cette influence y sont uniformément diabolisés (Vénézuéla, Russie, Syrie, Corée du Nord, Cuba).



L'écrivain et judéologue Hervé Ryssen a été incarcéré le 19 septembre 2020 à la prison de Fleury-Mérogis pour une durée de 21 mois, pour délit d'opinion. Aucun de ses ouvrages n'a pourtant été attaqué sur le fond. Charlie Hebdo n'en a pas dit un mot...

Le cas le plus récent et le plus emblématique est sans doute l'emprisonnement, dans un silence religieux, de l'écrivain et judéologue Hervé Ryssen, auteur de nombreux ouvrages¹⁶ dont aucun n'a jamais été attaqué sur le fond en justice. En 2015, l'écrivain Vincent Reynouard a été contraint de s'exiler en Angleterre, pour échapper à l'emprisonnement, en raison de ses positions révisionnistes sur la Shoah et le massacre d'Oradour-sur-Glane. Le 6

février 2019, l'essayiste Alain Soral est condamné à [un an de prison ferme](#) pour avoir publié sur son site la plaidoirie de son avocat concernant la publication d'un dessin satyrique parodiant une une de *Charlie Hebdo*. Le 18 mars 2019, sous la pression du CRIF et de la DILCRAH, François Roby, maître conférence en physique à l'université de Pau, est [exclu pur une durée de quatre années](#) pour avoir publiquement rejeté, sur la base d'arguments de nature scientifique, la version officielle de l'effondrement des tours du World Trade Center le 11 septembre 2001. En décembre 2019, facebook supprime le compte d'Alain Soral et celui d'Égalité & Réconciliation. [Le 1^{er} avril 2020](#), Amazon supprime de manière autoritaire et sans préavis l'ouvrage de Laurent Guyénot, *JFK-9/11 : 50 Years of Deep State*, version américaine de son livre *JFK-11 Septembre : 50 ans de manipulation*, publié chez Progressive Press. Le 6 juin 2020, Youtube supprime le compte E&R TV, la chaîne de télévision d'Égalité & Réconciliation, l'association et le site d'information fondés par Alain Soral en 2007. Le 14 juin 2020, Youtube supprime le compte de la web-chaîne TV libertés. Le 29 juin, Youtube ferme définitivement la chaîne de Dieudonné M'bala M'bala. Le 19 juin 2020, Jérôme Bourbon, le directeur de l'hebdomadaire *Rivarol* est condamné à trois mois de prison avec sursis pour trois tweets jugés antisémites. Le 10 juillet 2020, Tweeter [ferme sans explication](#) les comptes de Génération Identitaire et de tous ses militants, qui se servaient de cette plate-forme pour relayer leurs opérations anti-migrants. Le 29 juillet 2020, Alain Soral [est arrêté en pleine rue à Paris](#) par trois policiers et placé en garde-à-vue pour « provocation à commettre un crime ou délit portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ». Il échappe de peu à la prison ferme pour délit d'opinion, le juge du Siège refusant de suivre les recommandations du Parquet. Laurent Guyénot [résume ainsi la situation générale](#) :

« Mon livre a déjà rejoint le catalogue de livres bannis par Amazon du site de la Unz Review. En consultant ce catalogue, on remarque qu'il regroupe pour l'essentiel des livres traitants de deux sujets précis : d'une part, le révisionnisme de la Seconde Guerre mondiale, d'autre part, le nationalisme blanc. Ce courant intellectuel, qui constitue une part non-négligeable de l'Alt-Right, est qualifié par ses détracteurs de « suprématiste blanc » et assimilé au néonazisme, mais il se présente comme un mouvement de défense des Blancs qui se sentent menacés de devenir une minorité ethnique, et victime d'une forme de ségrégation, puisque eux seuls n'ont plus le droit d'affirmer leur identité ethnique (ce que la censure d'Amazon confirme). Même le livre d'Alexandre Dugin, *Ethnos and Society*, a subi le même sort. La censure sur Amazon, qui s'est intensifiée en 2017 - tout comme sur YouTube et Facebook - vise donc, d'une part, à protéger le nationalisme israélien des attaques contre son mythe fondateur, d'autre part, à réprimer toute résurgence de nationalisme chez les peuples européens ou d'origine européenne. Cela suffit à démontrer qui est détenteur de ce pouvoir de censure. Les deux idées fixes de ce pouvoir sont les deux piliers de l'idéologie biblique : sanctification de la nation juive destinée à régner sur le monde, et haine impitoyable des nations non-juives, qui doivent se soumettre à Israël ou périr : « Tu dévoreras donc tous ces peuples que Yahvé ton Dieu te livre, ton œil sera sans pitié. » (Deutéronome 7,16).

Plus généralement, il existe tout un ensemble de sujets fondamentaux afférents sur lesquels la parole publique, la rédaction, la réalisation et la diffusion d'ouvrages et de vidéos est extrêmement contrainte sinon impossible voire persécutée. Dans l'ordre chronologique : le rôle des loges maçonniques dans l'organisation de la Révolution Française, la signification réelle de la révolution bolchevique de 1917 et de ses 30 millions de morts, l'origine des banques centrales et la création de l'argent-dette, de très nombreux aspects de la Seconde Guerre Mondiale, l'holocauste en particulier, les origines de la construction européenne, la

nature réelle du « génocide rwandais », la version officielle des attentats du 11 septembre 2001, plus généralement le recours systématique depuis un siècle aux « opérations sous faux drapeau » pour déclencher des guerres, la guerre en Syrie, l'invasion de la Libye, la nature non météorologique des « printemps arabes », la dénonciation de la pédocriminalité de réseau en général et dans les hautes sphères du pouvoir en particulier, la réduction en esclavage des États par la dette publique, la mascarade des élections dans les démocraties, la remise en cause du caractère « républicain » des institutions, la nature non exclusivement anthropique du réchauffement climatique, le poids écrasant et hors de contrôle des grands laboratoires pharmaceutiques dans la mise au point et la diffusion des vaccins à grande échelle... et donc le pouvoir démesuré du lobby pro-israélien dans toutes les « démocraties occidentales » et les mythes fondateurs de l'État d'Israël.

La lettre ouverte de *Charlie Hebdo* du 23 septembre pour « défendre la liberté » d'expression est d'autant plus hypocrite et immorale qu'elle est librement exprimée dans un contexte où la censure se fait de plus en plus féroce. Citons à ce propos les premières lignes de l'éditorial de Jérôme Bourbon le 30 septembre 2020 dans *Rivarol* : « *Difficile d'aller plus loin dans le cynisme et la tartufferie. Alors qu'Hervé Ryssen était incarcéré depuis près d'une semaine à la prison de Fleury-Mérogis pour délit d'opinion, plus d'une centaine de journaux, de revues, de magazines, dont les principaux quotidiens et hebdomadaires, signaient un texte s'inquiétant des menaces extrêmement graves pesant sur la liberté d'expression. (...) Aucun de ces journaux qui proclament pourtant de manière grandiloquente leur « amour de la liberté » n'a cité, même de façon allusive, le cas d'Hervé Ryssen condamné à rester en prison 19 mois (aux dernières nouvelles) pour avoir simplement usé de sa liberté d'expression. Leur attachement à la liberté d'expression est donc à géométrie variable. (...) Ces directeurs dénoncent les pressions exercées sur la presse par certains États mais il se gardent bien de citer l'entité sioniste et ses courroies de transmission comme le CRIF (dont le président, Francis Khalifat, a été reçu deux fois en un mois par le ministre de la justice!) et la LICRA qui exercent un chantage permanent à l'antisémitisme dès qu'on critique les crimes de l'État-voyou ou que l'on dénonce les menées liberticides d'un certain lobby judéo-sioniste.* »



La lettre ouverte de Riss et Charlie Hebdo en une du n°1470 de Charlie Hebdo du 23 septembre. La liste des médias signataires fait sourire et soupçonner un canular. Mais non ! Il ne s'agit pas d'une plaisanterie !

La lettre ouverte de *Charlie Hebdo* intitulée « défendre la liberté » a en effet été cosignée et relayée, c'est un comble ! par tout ce qui compte en France de médias corsetés et possédés par des milliardaires et des grands groupes privés, parmi lesquels *BFM TV*, *TF1*, *L'Express*, *le Figaro*, *le JDD*, *Le Monde*, *le Point*, pour ne citer que quelques uns des plus engagés dans le mensonge organisé quotidien, la diffusion de fausses nouvelles sur tous les sujets cruciaux, et la dénonciation calomnieuse des lanceurs d'alerte comme « complotistes », « fascistes », et « antisémites ». Celle-là il fallait l'oser ! C'est aussi peu crédible, par exemple, qu'une lettre ouverte de Greta Thunberg intitulée « Défendons l'enfance en danger : manifeste contre la pédophilie », qui serait cosignée par Thierry Levy, Jeffrey Epstein, Marc Dutroux, Frédéric Mitterrand, Roman Polanski, Daniel Cohn Bendit, Gabriel Matzneff, etc.

Pour se rendre compte des limites de l'exercice dans un pays comme la France, nous suggérons à *Charlie Hebdo* d'oser en une le dessin satyrique suivant suivante, à l'occasion du prochain dîner du Conseil Représentatif des Institutions (Juives) de France (CRIF), grand messe annuelle républicaine à laquelle se presse chaque année en Bel-Amis serviles et sans

scrupules tout ce qui compte comme personnalités politiques avides d'exercer un simulacre de pouvoir en France : Le président du CRIF Francis Khalifat en train de sodomiser Emmanuel Macron tout nu la bite gouttant et le regard au septième ciel. Francis Khalifat serait vêtu d'un T-shirt arborant le drapeau israélien et fanfaronnerait dans une bulle : « On est chez nous et on vous encule ! ». En bas de l'attelage, en miniature, Sarkozy et Hollande amoureux suspendus chacun à une couille du président du CRIF, le premier disant dans une bulle : « Putain qu'est-ce que c'était bon ! », le second « Euheu... ». Cette caricature serait barrée par une manchette disant en lettres capitales : « DÎNER DU CRIF : LA FRANCE SOUS INFLUENCE ». Cette une serait accompagnée d'un dossier de deux pages qui aurait pour titre : « CRIF : comment prendre les juifs en otages », sous-titré : « enquête sur un collectif qui a pris les juifs en otages d'un pseudo-antisémitisme » ; une autre double-page, intitulée : « OCCIDENT : LA TORAH A GAGNE », illustrerait dans une série de caricatures 15 citations de l'Ancien Testament et du Talmud choisies parmi celles intimant aux Juifs la posture d'un racisme fier et décomplexé envers les « goyim », faisant l'apologie de l'usure et du prêt à intérêt pour asservir les particuliers et les peuples, érigeant le vol, le mensonge, et l'assassinat au rang d'actions de grâce (« cacher ») dès lors qu'elles sont ont des non-juifs pour cibles, défendant la pédophilie et l'esclavage, affirmant explicitement que les Juifs sont une race des seigneurs appelée de toute éternité à régner sans pitié sur l'ensemble du genre humain, et se réservant le droit sacré de recourir au génocide de tous les peuples qui refuseraient de souscrire à ce projet. Remplacez dans ce qui précède « juif » par « musulman », « Torah » par « Bible », et « CRIF » par « CCIF » et vous avez une synthèse des numéros 1057, 1475 et 1477 de *Charlie Hebdo* du 28 octobre 2020 !



La christianophobie ordinaire de Charlie Hebdo dans la double page centrale du n°1477 du 11 novembre. Dans l'édito du même numéro, la lourde plume de Riss s'acharne encore et toujours sur les deux mêmes cibles, en oubliant toujours la même : » Le christianisme revendique 2,4 milliards de fidèles, l'Islam 2 milliards, l'hindouisme 1 milliard, et le bouddhisme 500 millions. Les cours de la bourse du bon Dieu sont dominés par la toute puissance des Gafa du Saint-Esprit, ces monstres qui évoluent comme d'énormes cachalots et sur la peau desquels on nous concède le droit de nous accrocher respectueusement comme des bigorneaux agrégés sur les flanc de Moby Dick. Voilà la place modeste qu'il faudrait accepter d'avoir dans ce monde. Face aux puissances économiques que sont les États-Unis, la Chine et la Russie, face aux trusts religieux que sont le christianisme, l'islam ou le bouddhisme, l'humour et la dérision n'ont pas leur place. Car la satire a toujours pris pour cibles les pouvoirs hégémoniques, monarques couronnés d'hier, multinationales du Saint-Esprit d'aujourd'hui. » Nous ignorions l'existence d'un trust bouddhiste hyper influent aux USA ; quant à Riss par bêtise, laide servilité ou ignorance crasse, il passe sous silence le plus puissant trust religieux aux États-Unis, à savoir le trust juif, emmené par l'AIPAC, l'Anti-defamation League, et le WINEP. Pour se cultiver, et faire, pourquoi pas, la promotion d'un ouvrage d'utilité publique nous lui recommandons de lire l'ouvrage de Mearscheimer et Walt : [Le lobby pro-israélien et la politique étrangère des États-Unis](#).



La quatrième page du n°1475 de Charlie Hebdo. L'hebdomadaire porno-satyrique aurait-il les couilles de faire la même chose sur le CRIF à l'occasion du fameux dîner, en consacrant à ce sujet plusieurs numéros tout entiers?

Cela n'arrivera évidemment jamais. En France la fameuse « liberté de blasphème », invoquée par le président Macron à Beyrouth le 1^{er} septembre, comme dans un camp de concentration à ses miradors et ses rideaux de barbelés électrifiés, sans oublier ses vicieux et vigilants kapos ! Ainsi que l'a rappelé Charybde [dans un autre article](#) : « Il apparaît que les caricatures violemment pornographiques de « Charlie Hebdo » ont, à ce jour, toujours

visé, de manière renouvelée, l'islam et le christianisme. Siné, un dessinateur qui a jadis travaillé au sein de l'équipe de Charlie Hebdo, a raconté comment il en a été licencié pour avoir un jour proposé d'aborder le sujet du judaïsme. »

L'autorisation des grands rassemblements républicains malgré la redoutable seconde vague



Le 13 juin 2020, le pouvoir avait déjà autorisé la grande manifestation parisienne du mouvement « justice pour Adama », déclinaison du mouvement étasunien « black lives matter », « au nom de l'émotion légitime », malgré les consignes de distanciation impossibles à respecter.

Il ne se passe pas une journée, depuis mars 2020, et l'entrée dans ce que l'on pourrait appeler « l'ère pandémique », qu'on ne relève, à titre individuel ou collectif, des anomalies, absurdités, contradictions, insultes répétées au bon sens le plus élémentaire, toutes plus monstrueuses et à peine croyables les unes que les autres, à tel point que le jeu de l'enrichissement du bêtisier du Covid, rigolo au départ, a fini à la longue par devenir à la longue, et de plus en plus inquiétant. Enfin, il est impossible de passer à côté des grands rassemblements populaires organisés et autorisés *le lendemain-même* du durcissement des mesures de lutte contre la menace fantôme de la terrible « deuxième vague »¹⁷, avec en particulier l'instauration du couvre-feu dans les grandes villes à partir de 21 heures, et la recommandation de ne pas être plus de six à table dans un espace privé. Au nom de « l'émotion légitime », exactement l'argument utilisé pour justifier les rassemblements en faveur du délinquant violeur Adama Traoré et le mouvement « black lives matter » en juin 2020, des foules denses et compactes ont pu se rassembler sur la place de l'hôtel de ville de toute les villes moyennes et grandes du pays. Certains rassemblements dépassaient allègrement les 5000 personnes comme sur la place de la République à Paris, et la promiscuité entre les personnes présentes n'avait rien à envier à celle du métro aux heures de pointe. C'est complètement contradictoire avec les règles très dures et à vrai dire incompréhensibles énoncées la veille par le Président, mais bon c'est comme ça : il faut croire que les Valeurs de la République ont une vertu immunisante, entourant tous les adeptes processionnaires d'une aura protégeant contre tout atteinte. Un morceau de tissu consacré devant la bouche et on est bon ! on peut aller s'immerger dans la foule avec tous les fidèles. Ce n'est pas la première fois qu'une dérogation exceptionnelle est accordée de la sorte. Nous avons déjà parlé des manifestations de « black lives matter » ; on doit également se souvenir qu'alors que tous les rassemblements avaient déjà été interdits, le pouvoir avait tenu envers et contre tout à ce que se tienne le premier tour des élections municipales le 15 mars 2020, la carte d'électeur fonctionnant comme chacun sait comme une amulette magique imparable pour éloigner le malin sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de la méchante extrême droite ou du méchant coronavirus. Et à l'époque, non seulement le masque n'était pas obligatoire, mais il était fortement déconseillé !



Encore au nom de « l'émotion légitime », de grands rassemblements républicains en hommage à Samuel Paty ont été autorisés le 17 octobre 2020, ici Place de la République à Paris. On remarque que seule une très grande femme en bronze, au centre de la photo, respecte les règles de distanciation, mettant vainement en garde la foule inconsciente en contrebas du péril mortel qui la guette. (AP Photo/Michel Euler)

Après tout, François Hollande n'avait pas utilisé un argument très différent lorsqu'il avait expliqué à son ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, légèrement inquiet, que

l'autorisation des manifestations monstres du 11 janvier 2015 ne posait aucun problème de sécurité, malgré le curseur de la menace terroriste élevé à son niveau maximal :

« Il ne se passera rien [remplacer par « personne ne sera contaminé »], parce que nous sommes la France et que les Français seront là en masse pour le rappeler¹⁸. » A quoi nous ajouterions, en reprenant la célèbre interjection de sa regrettée marionnette de feus les Guignols de l'info : « Euheu... »

François Belliot

Le 6 novembre 2020

A suivre

Notes :

9. Compilé de : « Ce que révèle l'enquête », JDD, Pascal Sceaux et Stéphane Joahny, 18/10/2020 ; « A Évreux, cette radicalisation que personne n'a vu », JDD, Plana Radenovic, 18/10/2020 ; « Samuel Paty, « un prof très calme et attentif », JDD, Pierre Bafoil, 18/10/2020 ; « Terrorisme, l'école frappée en plein cœur », le Monde, Nicolas Chapis et Élise Vincent, 18/10/2020 ; « ce professeur ne portait jamais de jugement », le Monde, Louise Couvelaire, 18/10/2020.

10. Un pistolet airsoft est un pistolet tirant des billes de 6 millimètres de diamètre, propulsées par du CO2 sous pression, pour une puissance de 1 à 2 joules. Les pistolets airsoft peuvent reproduire des modèles existants mais ne sont pas létaux.

11. Des organisations comme le Réseau Voltaire et son hyperactif président Thierry Meyssan, ont joué un rôle de premier plan dans le combat en faveur de la libre diffusion de la pornographie dans les années 1990. Il s'agissait à l'époque de défendre la liberté des minitels roses, lesquels assuraient à l'époque, avec la presse pornographique, grâce à la participation du sioniste Michel Sitbon, l'essentiel du financement du Réseau Voltaire.

12. Le lendemain de l'agression, le 26 septembre 2020, il avait donné [une grande interview alarmiste](#) qui avait été diffusée et mise en une à la fois par Libération et le Parisien, dans laquelle il déclarait notamment : « C'est difficile, admettons-le. Mais ne faisons pas semblant d'ignorer la menace terroriste, car elle existe depuis longtemps. C'est une menace lourde car elle vient de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur de la société. Il y a des milliers d'individus qui peuvent passer à l'acte, comme nous l'avons vu vendredi ou ces derniers mois, à cause d'une radicalisation plus ou moins rapide dans nos quartiers, sur Internet ou dans nos prisons. Il faut clairement désigner l'islamisme comme l'ennemi et le défi de ce début de siècle. » On ne savait pas alors que le criminel était un migrant pakistanais qui avait su profiter de l'incroyable incompétence du juge pour enfant qui avait jugé crédible son âge de 16 ans alors qu'il en avait 23. Plus loin dans l'interview, Manuel Valls fait la leçon : « l'ennemi terroriste se nourrit de nos faiblesses, de nos naïvetés, de nos demi-mesures. » Nous sommes bien d'accord, mais nous ne pensons pas du tout à la même chose !

13. Manuel Valls a lui aussi une très grande responsabilité dans ce qui s'est passé en France alors qu'il était Premier ministre, ce pourquoi il devrait, pour reprendre une formule ponctuant fréquemment les sketches de Dieudonné « la fermer à tout jamais ». Il a en particulier refusé aux autorités syriennes les listes de terroristes qu'elles proposaient de lui fournir en échange du rétablissement des relations diplomatiques. Et le soir du 15 novembre, une colonne de gendarmes chargée de protéger son domicile

située à 500 mètres s'est vu interdire d'intervenir alors qu'elle commençait à s'y rendre d'initiative.

14. Ministre de l'Intérieur puis Premier ministre pendant les sanglantes années 2015/2016, Bernard Cazeneuve lui aussi devrait avoir la pudeur de « la fermer à tout jamais ».

15. François Belliot, *Guerre en Syrie, quand médias et politiques instrumentalisent les massacres*, Sigest, 2016. Dans la seconde partie de cette série de chroniques sur la guerre en Syrie, qui peut s'aborder de façon indépendante, je passe en revue les différents assassinats et massacres instrumentalisés par les médias et les politiques français pendant les cinq années de la guerre en Syrie. Trois affaires en particulier sont passées au crible dans leurs moindres détails : l'affaire Hamza al-Khatib de mai 2011, le massacre de Houla du 25 mai 2012, le tir à l'arme chimique dans la banlieue de Damas le 21 août 2013. Ces exactions horribles, en particulier les deux dernières, ont été unanimement présentées par les médias et les politiques, avant toute enquête, comme des œuvres du « régime » syrien, et devaient servir de prétexte au déclenchement d'une expédition militaire punitive contre la Syrie, prélude à un « changement de régime », alors qu'il s'agissait, comme je le démontre, d'opérations sous faux drapeau perpétrées par des « rebelles ».

16. *les espérances planétariennes, histoire de l'antisémitisme, le racisme anti-blanc, la mafia juive, psychanalyse du judaïsme, le miroir du judaïsme, le fanatisme juif, la guerre eschatologique, les milliards d'Israël*, [aux éditions Baskerville](#)

17. Cette deuxième a été artificiellement créée, médias et politiques confondant délibérément cas positifs et personnes malades, ne signalant pas que si la maladie perdure, c'est sous des formes très bénignes ou asymptomatiques, ne précisant pas que les tests font quantité de « faux positifs », mettant dans la catégorie « morts du Covid » des gens testés positifs in extremis alors qu'ils sont dans une phase terminale d'une autre maladie.

18. Propos rapportés par Bernard Cazeneuve dans son livre de souvenirs de ministre de l'Intérieur, à l'épreuve de la violence, Stock, p. 130

La source originale de cet article est francoisbelliot.fr

Copyright © [François Belliot](http://francoisbelliot.fr), francoisbelliot.fr, 2020

Articles Par : [François Belliot](http://francoisbelliot.fr)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca